

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 109
N° 30

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 31
no Titema 1960

ABONNEMENTS

	Un an	Six mois	3 mois
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger.....	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne..... 15 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne..... 7 fr.
Publication de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc. 7 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

	Pages
1960 28 déc. Arrêté n° 2675 AA constatant le renouvellement du Conseil de gouvernement de la Polynésie française	737
28 déc. Arrêté n° 2697 AAE fixant le maximum des cen- times additionnels à percevoir au profit de la commune de Papeete en 1961	738
28 déc. Arrêté n° 2701 AE portant approbation du bud- get de la chambre de commerce et d'industrie pour l'exercice 1961	738
29 déc. Arrêté n° 2710 AAE fixant le maximum des cen- times additionnels à percevoir au profit de la commune d'Uturoa en 1961	738
29 déc. Arrêté n° 2711 AA approuvant le budget de la commune de Papeete pour l'exercice 1961	739
29 déc. Arrêté n° 2712 AA approuvant le budget de la commune d'Uturoa pour l'exercice 1961	739

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Papeete

1960 1er sept. Délibération n° 5 fixant les centimes addition- nels sur la contribution des patentes, licen- ces et propriété bâtie à percevoir au profit de la commune de Papeete pendant l'année 1961	739
--	-----

Commune d'Uturoa

1960 28 nov. Délibération portant fixation des centimes ad- ditionnels à percevoir au profit de la com- mune d'Uturoa sur la contribution des pa- tentés, licences et propriété bâtie, pendant l'année 1961	740
---	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

**ARRÊTÉ n° 2675 AA constatant le renouvellement du Con-
seil de gouvernement de la Polynésie française.**

(Du 28 décembre 1960.)

Le Gouverneur, Chef du territoire de la Polynésie fran-
çaise, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le
gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subsé-
quents ;

Vu la loi 56-619 du 23 juin 1956 autorisant le gouverne-
ment à mettre en œuvre les réformes et à prendre les me-
sures propres à assurer l'évolution des territoires relevant
du ministère de la France d'outre-mer ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant
définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-
mer ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution
d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions
de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative
au Conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de
la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 337 AAE du 25 février 1959 portant constitution du Conseil de gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 2454 AP du 30 novembre 1960 démettant de ses fonctions un conseiller de gouvernement ;

Vu le vote de censure intervenu à la date du 17 décembre 1960 (lettre n° 780/538 du 17 décembre 1960 du président de l'Assemblée territoriale) ;

Vu le vote de l'Assemblée territoriale le 27 décembre 1960 (lettre n° 808/555 du 27 décembre 1960 du président de l'Assemblée territoriale),

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le Conseil de gouvernement de la Polynésie française, élu par l'Assemblée territoriale au cours de sa séance du 27 décembre 1960, est composé comme suit :

MM. Pierre Hunter
Emile Le Caill
Georges Pambrun
Gabriel Tauru
Jean Tumahai

Art. 2.— Est abrogé pour compter de la même date l'arrêté n° 337 AAE du 25 février 1959 portant constitution du Conseil de gouvernement de la Polynésie française.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1960.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2697 AAE *fixant le maximum des centimes additionnels à percevoir au profit de la commune de Papeete en 1961.*

(Du 28 décembre 1960.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 20 mai 1890 créant la commune de Papeete et rendant applicables à cette collectivité certaines dispositions du décret du 8 mars 1879 relatif à la commune de Nouméa ;

Vu la délibération en date du 1^{er} septembre 1960 du conseil municipal de Papeete portant fixation des centimes additionnels sur les contributions des patentes, licences et propriétés bâties à percevoir au profit de la commune de Papeete pendant l'année 1961 ;

Le conseil de gouvernement entendu le 27 décembre 1960,

Arrête :

Article 1^{er}.— A compter du 1^{er} janvier 1961 le maximum des centimes additionnels dont la perception est autorisée au profit de la commune de Papeete est fixé comme suit :

- 70 centimes ordinaires sur les principaux des contributions des patentes et licences ;

- 35 centimes ordinaires sur les principaux de l'impôt foncier sur les propriétés bâties.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1960.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J. HUBER.

ARRÊTÉ n° 2701 AE *portant approbation du budget de la chambre de commerce et d'industrie pour l'exercice 1961.*

(Du 28 décembre 1960.)

Le Gouverneur, Chef du territoire de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret n° 53-33 du 28 janvier 1953 portant organisation de la chambre de commerce des Etablissements français de l'Océanie, modifié par décret n° 56-1179 du 19 novembre 1956 ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques et du plan ;

Le Conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 27 décembre 1960,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est approuvé le budget de la chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française pour l'exercice 1961 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de : 2.480.767 francs (*Deux millions quatre cent quatre vingt mille sept cent soixante sept*).

Art. 2.— Un prélèvement de 480.000 francs (*Quatre cent quatre vingt mille*) est autorisé sur le fonds de réserve pour faire face à des dépenses extraordinaires de l'exercice 1961.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 décembre 1960.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J. HUBER.

ARRÊTÉ n° 2710 AAE *fixant le maximum des centimes additionnels à percevoir au profit de la commune d'Uturoa en 1961.*

(Du 29 décembre 1960.)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957, portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 18 juin 1945 instituant la commune d'Uturoa ;

Vu la délibération en date du 28 novembre 1960 du conseil municipal d'Uturoa adoptant le budget communal pour l'exercice 1961 ;

Le conseil de gouvernement entendu le 29 décembre 1960,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— A compter du 1^{er} janvier 1961 le maximum des centimes additionnels ordinaires dont la perception est autorisée au profit de la commune d'Uturoa est fixé comme suit :

- 70 centimes sur les principaux des contributions des patentes et licences ;
- 35 centimes sur les principaux de l'impôt foncier sur les propriétés bâties.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1960.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2711 AA *approuvant le budget de la commune de Papeete pour l'exercice 1961.*

(Du 29 décembre 1960)

Le Gouverneur de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 56-1227 du 3 décembre 1956 modifié, portant définition des services de l'Etat dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 20 mai 1890 créant la commune de Papeete et rendant applicable à cette collectivité certaines dispositions du décret du 8 mars 1879 relatif à la commune de Nouméa ;

Vu l'article 336 du décret financier modifié du 30 décembre 1912 ;

Vu les délibérations du conseil municipal de Papeete en date des 1^{er} septembre 1960 et 20 décembre 1960 ;

Le Conseil de gouvernement entendu le 29 décembre 1960,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le budget de la commune de Papeete pour l'exercice 1961 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de quarante millions cinq cent dix mille trois cent trente trois francs (40.510.333) est approuvé.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1960.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2712 AA *approuvant le budget de la commune d'Uturoa pour l'exercice 1961.*

(Du 29 décembre 1960).

Le Gouverneur, Chef du territoire de la Polynésie française, Commandeur de la Légion d'Honneur,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un Conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret du 8 mars 1879 organisant la commune de Nouméa, rendu applicable à la commune d'Uturoa par décret du 18 juin 1945 ;

Vu l'article 336 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier ;

Vu le procès-verbal de la séance tenue par le Conseil municipal d'Uturoa le 28 novembre 1960 ;

Le Conseil de gouvernement entendu le 29 décembre 1960,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le budget de la commune d'Uturoa pour l'exercice 1961 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de trois millions six cent cinq mille neuf cent trois francs (3.605.903 CFP) est approuvé.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 29 décembre 1960.

A. GRIMALD.

ACTES MUNICIPAUX

COMMUNE DE PAPEETE

DÉLIBÉRATION n° 5 *fixant les centimes additionnels sur la contribution des patentes, licences et propriété bâtie à percevoir au profit de la commune de Papeete pendant l'année 1961.*

(Du 1^{er} septembre 1961).

Le conseil municipal de Papeete (île Tahiti),

Vu le décret du 8 mars 1879 organisant la commune de Nouméa et rendu applicable à la commune de Papeete par le premier décret du 20 mai 1890 ;

Vu notamment les articles 40, 41 et 47 dudit décret ;

Vu le décret 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, articles 46 (§ b) et 60 ;

Vu l'arrêté municipal n° 38 du 28 décembre 1959 portant fixation des centimes additionnels sur la contribution des pa-

tentes, licences et propriété bâtie à percevoir au profit de la commune de Papeete pendant l'année 1960 ;

Dans sa séance du 1^{er} septembre 1960,

ADOpte :

Article 1^{er}.— Pour compter du 1^{er} janvier 1961, il sera perçu pour le compte du budget communal de la ville de Papeete, 35 centimes additionnels ordinaires aux principaux de la contribution de l'impôt foncier sur les propriétés bâties et 70 centimes additionnels ordinaires aux principaux de la contribution des patentes et des licences.

Art. 2.— Aucun centime additionnel ne s'ajouterait au principal de l'impôt foncier sur les propriétés bâties applicables aux maisons de réunion religieuse, au cas où ces propriétés seraient rendues passibles de cet impôt.

Art. 3.— Les centimes additionnels figureront sur les mêmes rôles que les principaux des contributions auxquels ils s'appliquent.

Art. 4.— Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures, notamment l'arrêté municipal n° 38 du 28 décembre 1959.

Art. 5.— La présente délibération est prise pour valoir ce que de droit.

Papeete, le 1^{er} septembre 1960.

Le secrétaire,

J. R. BAMBRIDGE.

Le maire,

A. POROL.

Approuvé ;

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J. HUBER.

COMMUNE D'UTUROA

DÉLIBÉRATION portant fixation des centimes additionnels à percevoir au profit de la commune d'Uturoa sur la contribution des patentes, licences et propriété bâtie, pendant l'année 1961.

(Du 28 novembre 1960).

Le conseil municipal d'Uturoa a, dans sa séance du 28 novembre 1960, pris la délibération dont la teneur suit :

Article 1^{er}.— Pour compter du 1^{er} janvier 1961, il sera perçu pour le compte du budget communal d'Uturoa : 35 centimes additionnels ordinaires aux principaux de la contribution de l'impôt foncier sur les propriétés bâties et 70 centimes additionnels ordinaires aux principaux de la contribution des patentes et licences.

Art. 2.— Aucun centime additionnel ne s'ajoutera au principal de l'impôt foncier sur les propriétés bâties applicables aux maisons de réunion religieuse, en cas où ces propriétés seraient rendues passibles de cet impôt.

Art. 3.— Les centimes additionnels figureront sur les mêmes rôles que les principaux des contributions auxquels ils s'appliquent.

Art. 4.— Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures notamment la délibération du conseil municipal en date du 18 décembre 1958.

Uturoa, le 28 novembre 1960.

Le secrétaire,

R. GROJANT.

Le maire,

M. HART.

Approuvé :

Le gouverneur,

par délégation :

Le secrétaire général,

J. HUBER.